

Notes sur la conjoncture économique

L'accélération de la crise des dettes publiques plonge la France en récession

Les prévisions de l'INSEE faites début octobre sont désormais caduques : l'institut prévoyait¹ au 4^e trimestre 2011 une croissance nulle du PIB (après avoir prévu en juin² une croissance de 0,5% au 4^e trimestre !) et une légère augmentation de la consommation des ménages (+0,3%), de l'investissement des entreprises (+0,1%) et des dépenses individualisables des administrations publiques (+0,2%).

Désormais, l'OCDE annonce³ que la France est entrée en récession : le PIB baisserait de 0,6% au 4^e trimestre 2011⁴ et encore de 0,5% au 1^{er} trimestre 2012 ; au 4^e trimestre, la consommation des ménages baisserait de 0,2% et l'investissement des entreprises de 0,4%. Par ailleurs, le nombre de chômeurs officiels a fortement augmenté en octobre (+34 400) pour atteindre 2 815 000 (un record depuis 12 ans)

L'OCDE annonce une croissance annuelle pour 2012 de 0,3% et un chômage en hausse tout au long de l'année (et qui atteindrait 9,9% fin 2012), alors que le gouvernement maintient sa prévision (déjà révisée à la baisse deux fois) de 1%, sur laquelle est construit son projet de budget.

Cela signifie que le gouvernement devra procéder à de nouveaux plans de rigueur d'une ampleur considérable s'il veut atteindre son objectif d'un déficit public de 4,5% par rapport au PIB en 2012. En effet, l'OFCE estimait en octobre qu'avec une croissance de 0,8% en 2012, il faudrait un nouveau plan d'austérité d'au moins 27 milliards pour tenir l'objectif fixé. Or, le gouvernement a fait voter un plan de « seulement » 7 milliards en novembre (qui s'ajoutait au plan de 11 milliards de cet été). Avec une croissance de 0,3%, l'ampleur du plan nécessaire pour atteindre la cible de déficit public devrait être d'une ampleur considérable, bien au-delà de celle des deux plans déjà votés.

L'OCDE appelle le gouvernement français à mettre en place un 3^e plan de rigueur de 8 milliards. Pour le moment, le gouvernement affirme qu'il s'en tiendra là, mais personne de censé ne peut y croire, et les choses pourraient s'accélérer brutalement si la note de la dette de la France était dégradée dans les semaines qui viennent.

Récession dans la zone euro, faible croissance aux États-Unis, et croissance moins soutenue dans les pays « émergents »

Comme la France, l'Allemagne est entrée en récession : -0,6% prévu au 4^e trimestre 2011 et -0,3% prévu au 1^{er} trimestre 2012. Même si l'OCDE prévoit que la croissance allemande sera ensuite supérieure à la croissance française, le pays le plus fort de la zone euro va pâtir de la mauvaise conjoncture de ses voisins, avec un net ralentissement des exportations.

L'ensemble de la zone euro est et sera en récession fin 2011-début 2012, la croissance annuelle 2012 devrait être proche de 0 (+0,2%) et la production devrait décroître en Grèce (-3%), au Portugal (-3,2%) et en Italie (-0,5%).

¹ http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/octobre2011_ca.pdf

² http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/juin2011_ve.pdf

³ <http://www.oecd.org/dataoecd/46/42/49113702.pdf>

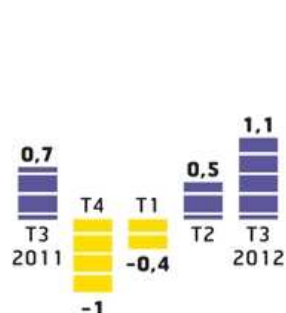
⁴ On mesure à quel point les prévisions de l'INSEE (pour le trimestre en cours !) sont mauvaises : on voit ici les limites d'une méthodologie qui mobilise énormément de savoir-faire technique mais reste prisonnière de modèles « aveugles » qui ne nous aident en rien à comprendre la situation économique. Du coup, quand l'économie plonge, l'INSEE est incapable de le prévoir correctement puisque ses prévisions sont basées sur un pur traitement statistique des données disponibles (donc celles du passé).

En revanche, l'OCDE est plus optimiste pour les États-Unis avec une croissance qui pourrait durablement tourner autour de 2-2,5%, c'est-à-dire trop faible pour faire baisser de façon significative le taux de chômage (autour de 9%)

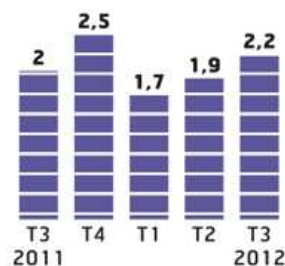
LES PRÉVISIONS DE CROISSANCE DE L'OCDE

VARIATION TRIMESTRIELLE DU PIB, EN %

ZONE EURO

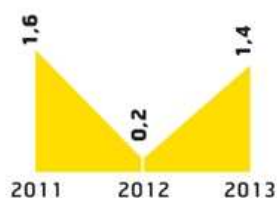


ÉTATS-UNIS

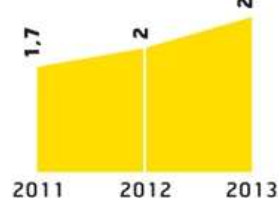


VARIATION ANNUELLE DU PIB, EN %

ZONE EURO



ÉTATS-UNIS



« LES ÉCHOS » / SOURCE : OCDE

L'ensemble des pays « émergents » devrait connaître un ralentissement de leur croissance :

- la récession dans la zone euro devrait impacter sur leurs exportations ;
- la croissance soutenue de ces dernières années pèse sur le taux de profit et ralentit le rythme de l'accumulation⁵ ;
- la croissance a été stimulée par des bulles immobilières et financières qui menacent d'éclater (ou qui ont déjà commencé à éclater comme en Chine⁶)

Toutefois les conditions de l'accumulation restent plus favorables que dans les pays impérialistes et les taux de croissance y seront probablement supérieurs : l'OCDE prévoit en 2012-2013 autour de 3-4% de croissance pour le Brésil et la Russie, 6% pour l'Indonésie, 7-8% pour l'Inde et 9% pour la Chine.

Dans les pays impérialistes, la crise va donc s'approfondir, et la bourgeoisie ne peut qu'amplifier les plans d'austérité qui frappent les travailleurs, pour tenter d'éviter une vague de faillites qui précipiterait les économies impérialistes dans une profonde dépression. L'autre issue dans le cadre capitaliste, serait précisément une immense destruction de capital (provoquée par des faillites en cascade ou une guerre), qui permettrait une véritable reprise de l'accumulation. Dans tous les cas, les travailleurs seront perdants... sauf si, aidés par des partis anticapitalistes révolutionnaires à la hauteur de la situation, ils parviennent à vaincre un certain nombre d'obstacles (bureaucraties syndicales, réformistes, populistes...) et à mettre en place leur propre gouvernement et à devenir maîtres de l'appareil productif.

Gaston Lefranc

⁵ Cf. par exemple (pour le cas de la baisse du taux de profit en Chine) :

<http://www.herramienta.com.ar/herramienta-web-4/les-limites-de-la-croissance-chinoise>

⁶ Cf. <http://www.partenaire-europeen.fr/Actualites-Conseils/actualite-de-l-immobilier/L-actualite-internationale/Chine-crise-immobiliere-20111116>